



Affaire suivie par :

Isabelle MATTI
Domaine Logistique et Travaux
Tél. : 01.69.26.54.77
Fax : 01.69.26.70.28
Courriel : isabelle.matti@cea.fr

RENOVATION GLOBALE DU BÂTIMENT GE

Marché CEA/DIF n°B24-00259-IM

ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommé « **CEA** »
d'une part,

ET :

La société **NOM DE LA SOCIETE**, NATURE DE LA SOCIETE au capital de MONTANT euros, sise au ADRESSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Ville sous le numéro R.C.S. VILLE B SIREN, ayant son siège social à ADRESSE, représentée par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommée « **Titulaire** »
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 3 - DESIGNATION DES TRAVAUX.....	3
ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	4
ARTICLE 5 - DOCUMENTS A REMETTRE	6
ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS.....	6
ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE.....	6
ARTICLE 8 - CONTROLES TECHNIQUES.....	6
ARTICLE 9 - CONTROLES, MONTAGE SUR SITE, ESSAIS.....	6
ARTICLE 10 - RECEPTION ET GARANTIE	7
ARTICLE 11 - MODIFICATION DES TRAVAUX	7
ARTICLE 12 - MONTANT - REGIME FISCAL	8
ARTICLE 13 - ACTUALISATION DES PRIX.....	9
ARTICLE 14 - ARRET DE CHANTIER.....	10
ARTICLE 15 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	11
ARTICLE 16 - CONFIDENTIALITE	12
ARTICLE 17 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....	12
ARTICLE 18 - ASSURANCE DE LA QUALITE	12
ARTICLE 19 - TRAVAIL DISSIMULE.....	13
ARTICLE 20 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION	13
ARTICLE 21 - PENALITES.....	13
ARTICLE 22 - RESILIATION	15
ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES	16
ANNEXE 2 - CONDITIONS D'ACCES A LA ZONE ENTREPRISE	17
ANNEXE 3- MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....	25
ANNEXE 4 - FICHE DE MODIFICATION DE TRAVAUX.....	26

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de la rénovation globale du bâtiment GE, ci-après désignée « les Travaux », pour le compte du centre CEA/DAM-Île de France (CEA/DIF) situé à Bruyères-le-Châtel.

Ces Travaux seront réalisés pour le compte du Département sécurité, technique et gestion, Service technique et logistique (DSTG/STL).

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES

2.1 Les dispositions du présent marché et de ses annexes prévalent sur les documents applicables listés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- le Cahier des Spécifications Techniques Particulières (CSTP) référencé DO 433 du 27/06/2024
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) référencé DO 635 du 09/10/2024
- l'organisation pour la maîtrise des interventions des entreprises extérieures intervenant sur le centre du CEA/DAM-Île de France référencée SYM SS00U RCJ INS 19000114 A du 21/03/2019,
- le règlement intérieur de l'établissement CEA DAM Île de France du 16 février 2024
- les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition janvier 2022,
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée <XXXX> du <XX/XX/XXXX>.

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales d'ordre public, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - DESIGNATION DES TRAVAUX

Conformément aux CSTP et CCTG référencés à l'article 2, les Travaux se décomposent comme suit :

3.1 **Une part ferme :**

- Poste 0 : la réalisation de Prestations générales (cf. § 3 du CSTP et § 6, 7, 9.2 et 9.5 du CSTG)
- Poste 1 : la dépose, la démolition et l'évacuation/stockage (cf. § 4 du CSTP),
- Poste 2 : les travaux de gros-œuvre (cf. § 5 du CSTP),
- Poste 3 : les travaux d'étanchéité (cf. § 6 du CSTP),
- Poste 4 : les travaux d'isolation thermique par l'extérieur (ITE) (cf. § 7 du CSTP),
- Poste 5 : les travaux de menuiseries extérieures (cf. § 8 du CSTP),
- Poste 6 : les travaux de plâtrerie et de menuiseries intérieures (cf. § 9 du CSTP),
- Poste 7 : les travaux de revêtements de sol et muraux (cf. § 10 du CSTP),
- Poste 8 : les travaux de peinture (cf. § 11 du CSTP),
- Poste 9 : les travaux de serrurerie/ métallerie (cf. § 12 du CSTP),
- Poste 10 : les travaux de courants forts/ courants faibles (CFO/CFI) (cf. § 13 du CSTP),

- Poste 11 : les travaux de ventilation (cf. § 14 du CSTP),
- Poste 12 : les travaux de système de production de chaleur (cf. § 15 du CSTP),
- Poste 13 : les travaux de plomberie (cf. § 16 du CSTP):

3.2 Une part optionnelle :

- Option 1 : fourniture d'un nouveau réseau d'eau chaude (cf. §17.1 du CSTP)
- Option 2 : changement du calorifuge dégradé (cf. § 17.2 du CSTP)

Le cas échéant, la levée d'une ou des option(s) sera notifiée par le CEA par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire dans un délai de 1 mois avant la date de démarrage de l'option.

Le Titulaire n'a droit à aucun dédit ou indemnisation si la (les) option(s) ne sont pas levées par le CEA.

3.3 Une part estimative pour les aléas

Elle permet la prise en compte d'éventuel(les) fiches de modification de travaux et/ou d'arrêts de chantier (cf. articles 11 et 14 du présent marché).

ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

4.1 Responsabilité - Lieu d'exécution

Les Travaux, objet du présent marché, seront exécutés sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire en partie dans ses locaux ou ceux du CEA, situé à Bruyères-le-Châtel.

Les Travaux réalisés dans les locaux du CEA seront exécutés sous l'autorité du personnel d'encadrement du Titulaire. Ce dernier doit prendre toute précaution afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'aura droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Le personnel du Titulaire n'est pas autorisé à intervenir sur site avec un véhicule personnel.

Le Titulaire a une obligation de résultat quant aux Travaux qui lui sont confiés et répond de leur bonne exécution conformément aux dispositions du CSTP et du CCTG référencés ci-dessus ainsi qu'aux règles de l'art.

4.2 Conflit d'intérêts

En raison de la teneur de la Prestation, le Titulaire garantit au CEA n'avoir aucun lien juridique ou contractuel ou financier, de nature à créer une situation de conflit d'intérêts avec le titulaire du marché d'assistance relative à la Prestation.

4.3 Moyens mis par le CEA à la disposition du Titulaire

4.3.1. Accès à la Zone Entreprise

Le CEA donne accès au Titulaire à la Zone Entreprise à titre temporaire dans le cadre de l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'annexe 2 au présent marché.

4.3.2. Fluides

Les fluides nécessaires à l'exécution du présent marché seront fournis par le CEA et à ses frais.

4.4 Matériel et outillage

Le Titulaire affectera tous les moyens nécessaires (matériels, outillage et main-d'œuvre) à la bonne exécution des Travaux qui lui sont confiés.

Conformément au chapitre 7 « Moyens d'exécution du marché » - Article 18.2 « Moyens matériels » des CGA, le Titulaire fournira l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires à l'accomplissement des Travaux dans les meilleures conditions.

4.5 Horaires

Les horaires d'ouverture de l'établissement CEA/DIF sont de 7h30 à 19h30, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h20 à 17h, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'installation qui se chargera d'avertir la Formation locale de sécurité (FLS) du CEA, si nécessaire.

4.6 Réunions de suivi

La réalisation des Travaux donnera lieu à des réunions de suivi d'exécution entre les responsables désignés par chacune des Parties, *a minima* :

- Une réunion de lancement,
- Une réunion d'inspection commune préalable (RICP),
- Des réunions de chantier, selon la fréquence indiquée au §7.4 du CCTG
- Des réunions de suivi, selon la fréquence indiquée au § 7.4 du CCTG
- Des réunions de réalisation des Opérations Préalables à la Réception (OPR) pour chaque corps d'état (§ 8.5 du CCTG).
- Une réunion finale de réception des travaux pour remise du Dossier des Ouvrages Exécutés définitif (DOE)

A l'issue de chaque réunion, le Titulaire établira un compte rendu transmis au CEA, sous 5 jours ouvrés, pour approbation préalable avant diffusion.

4.7 Accidents du travail

Les dispositions relatives aux accidents du travail sont décrites à l'article 13.6 « Informations – Déclarations » des CGA.

Le Titulaire est tenu d'informer sans délai le CEA (Chef d'installation, Responsable de contrat d'installation ou représentant du Maître d'ouvrage dans le cas d'un chantier de bâtiment ou de génie civil) de tout accident du travail survenu à l'un de ses travailleurs ou des travailleurs de ses sous-traitants, quel que soit leur rang, de toute maladie professionnelle affectant ces derniers.

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses travailleurs ou d'un des travailleurs de ses sous-traitants autorisés pour le présent marché, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire devra contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement (DIF/ED/ISE - Bât AD - BRUYERES LE CHATEL, 91297 ARPAJON Cedex) du CEA/DIF dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/DIF :

- les circonstances de l'accident,
- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

ARTICLE 5 - DOCUMENTS A REMETTRE

Outre les comptes rendus de réunion, le Titulaire s'engage au titre du présent marché, à remettre a minima au CEA les documents mentionnés notamment aux paragraphes 4, 6.3, 7.3, 7.4, 7.5, 7.6, 8. et 9 du CCTG.

Les documents remis au CEA devront suivre le formalisme détaillé au § 8.4 du CCTG. Des duplications de fichiers devront pouvoir être faites et les logiciels et versions utilisés avoir fait l'objet d'un accord préalable du CEA.

Les documents ou tout autre moyen remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier, au plus tard à l'échéance du présent marché ou au moment de la dénonciation de celui-ci.

ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- pour le CEA : Julien CONTU Tél : 01 69 26 45 90
- pour le Titulaire : <XXXXXXXXXX> Tél : <XX XX XX XX XX>.

Tout changement d'interlocuteur fera l'objet d'un simple échange de courrier.

ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions et les conséquences du recours à la sous-traitance par le Titulaire sont détaillées à l'article 7 « Sous-traitance » des CGA.

Le Titulaire doit remettre au CEA, au plus tard 15 jours avant le démarrage de la prestation concernée, la demande d'acceptation du sous-traitant accompagnée des documents afférents (formulaire transmis sur simple demande adressée au Bureau des Affaires Commerciales).

ARTICLE 8 - CONTROLES TECHNIQUES

Le CEA se réserve le droit de confier, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du (des) contrôleur(s) technique(s), que le CEA lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve sur la réalisation de l'ouvrage.

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remettra au CEA les procès-verbaux de contrôle de conformité des Travaux qu'il aura réalisés, établis par un organisme agréé. Ce bordereau devra être exempt de toute réserve.

ARTICLE 9 - CONTROLES, MONTAGE SUR SITE, ESSAIS

Les dispositions relatives aux contrôles, au montage sur le site du CEA, à la mise en service industrielle et aux essais sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

Le montage sur site sera réalisé au bâtiment GE sur le site de Bruyères-le-Châtel (91).

Avant le début du montage sur site, le personnel du Titulaire devra se présenter auprès du Chef de l'installation afin d'obtenir son autorisation de travail sur site.

En fin de montage, le Titulaire procédera au nettoyage de l'emplacement de son chantier afin de le laisser dans un parfait état de propreté.

ARTICLE 10 - RECEPTION ET GARANTIE

10.1 Les dispositions relatives à la réception et à la garantie sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties (cf. annexe 3 au présent marché).

10.2 La signature de chaque procès-verbal ouvre une période de garantie d'un an dite de « parfait achèvement ». Pendant cette période, le Titulaire doit procéder aux rectifications ou améliorations lui permettant d'obtenir la levée des réserves éventuelles formulées lors de la signature du procès-verbal.

ARTICLE 11 - MODIFICATION DES TRAVAUX

11.1 Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé au titre du présent marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification du caractère forfaitaire du montant du présent marché.

11.2 Pendant l'exécution du présent marché, le CEA pourra prescrire au Titulaire les modifications de toute nature qui lui paraissent utiles.

Réciproquement, le Titulaire pourra soumettre également au CEA des modifications s'avérant indispensables à la bonne réalisation du Marché. Ces modifications devront faire l'objet de propositions écrites motivées adressées au CEA.

Dans tous les cas, seul le CEA a prérogative à décider cette exécution.

11.3 Le processus conduisant à la notification, par le CEA, de ces modifications est basé sur l'émission et le traitement d'une Fiche de Modification (FM), dont le modèle figure en annexe 4 du présent marché.

11.4 Pour les études

Le CEA se réserve la possibilité de notifier au Titulaire des demandes de corrections et de mise à jour des notes et plans à partir du premier BPE (Bon pour Exécution), avant le début des Travaux, sans que le Titulaire ne puisse justifier d'une quelconque rémunération supplémentaire (ni retard sur les plannings), par rapport au montant forfaitaire des études.

11.5 Pour les travaux

Pour chaque FM, le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA par l'émission d'un devis du Titulaire faisant apparaître une décomposition de son montant, intégrant les plus et moins-values engendrées par la modification, calculées sur les bases suivantes (par ordre de priorité décroissante) :

- application des prix unitaires des cadres de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de l'offre du Titulaire remise lors de la soumission,
- application des prix unitaires du BPU (cf. annexe 1 du présent marché)

- application des taux journaliers par qualification définis par le présent marché, aux quantitatifs acceptés par le CEA, (cf. annexe 1 du présent marché)
- application de prix nouveaux pour des travaux se rattachant à une modification du programme initial. Dans ce cas, la décomposition fera apparaître les coûts de la main-d'œuvre, selon les taux horaires par qualification, définis par le Marché, les volumes d'heures et les coûts détaillés de la fourniture, en isolant le coefficient d'approvisionnement défini par le Marché, ainsi que pour ces derniers, tous justificatifs utiles,
- devis forfaitaires (résultant d'une consultation par le Titulaire d'au moins trois entreprises) des travaux sous-traités ou des approvisionnements. Les devis sont obligatoirement transmis au CEA.

Le Titulaire s'engage à répondre aux fiches de modification dans un délai maximal de **7 jours ouvrables** à compter de la date de notification desdites fiches.

Les devis présentés par le Titulaire sont réputés tenir compte de tous les impacts des modifications concernées, afin de permettre au CEA de prendre des décisions au vu de l'ensemble des conséquences sur le présent marché.

Chaque devis fera l'objet d'une instruction puis de négociations menées par le CEA jusqu'à la validation finale de la FM.

En cas de désaccord tant sur le plan financier, le Titulaire devra engager les travaux correspondants sur demande du CEA. Dans ce cas, le prix remis par le Titulaire est un prix provisoire. Le prix définitif sera fixé après discussions et accord des Parties.

11.6 Modalités de notification des modifications

Tout début d'exécution des prestations de modification doit faire l'objet d'un accord écrit préalable du CEA qui précisera le contenu des prestations, la référence du devis du Titulaire, le montant total des prestations et le délai de réalisation, convenu avec le Titulaire ainsi que l'échéancier de paiement associé.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter les prestations de modification notifiées par courrier sur la base des éléments financiers qu'il aura transmis dans le cadre de l'instruction des FM.

11.7 La prise en compte des incidences financières des modifications (en plus ou moins du volume des Travaux) sera prise soit en déduction de la part estimative, soit par avenant au présent marché afin de permettre les règlements supplémentaires éventuels.

Dans le cas d'un avenant, ce dernier regroupera toutes les fiches de modification qui auront recueilli l'accord sans réserve du CEA et du Titulaire et sera établi au plus tard à l'échéance du présent marché.

ARTICLE 12 - MONTANT - REGIME FISCAL

12.1 Montant

Le montant du présent marché, établi aux conditions économiques du mois et année de remise de l'offre, est plafonné à la somme de **<XX,XX> € HT (<XXXX> EUROS HORS TAXES)**, toute sujétion incluse.

Le détail figure en annexe 1 du présent marché.

Ce montant se décompose comme suit :

- **Part ferme** : un montant forfaitaire et ferme de : **<XX,XX> € HT**,
- **Part optionnelle** (en cas de levée) : un montant forfaitaire et ferme de : **<XX,XX> € HT**.
- **Part estimative** (pour aléas de chantier) :

Le montant plafond de la part estimative du présent marché est fixé à la somme de 5% du montant HT de la part forfaitaire du présent marché, soit **<XX,XX> € HT (<XX,XX> EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant permet de rémunérer les FM et les arrêts de chantier conformément aux articles 11 et 14 du présent marché. Ce montant ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA vis-à-vis du Titulaire. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

En aucun cas, le montant cumulé des FM notifiées au Titulaire dans le cadre de la part estimative ne pourra dépasser le montant plafond indiqué ci-dessus

12.2 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 13 - ACTUALISATION DES PRIX

13.1 Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques citées ci-dessus.

13.2 Caractère des prix

Les prix sont fermes et actualisables.

13.3 Modalités d'actualisation des prix fermes, non révisables

A la demande du Titulaire, les prix sont actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois de remise de l'offre et la date de signature du marché. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de signature du marché, selon les modalités visées ci-après.

De plus, les prix des options sont actualisés selon les mêmes modalités si la date de levée des options est postérieure de plus de trois mois au mois de remise de l'offre.

Formule d'actualisation des prix :

Le coefficient d'actualisation C_n applicable pour le calcul des prix actualisés est donné par la formule suivante :

$$C_n = \left(\frac{\text{indice } 1}{\text{indice } 1_0} \right)$$

dans laquelle :

Indice₁₀ = valeur de l'indice BT01 (Tous corps d'état), identifiant n°001710986 publié par l'INSEE dans le Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE, pour le mois et année de remise de l'offre

Indice₁, = valeur de ce même indice connue trois mois avant la date de signature du marché et/ou de la levée de(s) option(s)

ARTICLE 14 - ARRET DE CHANTIER

14.1 Définitions

Est désignée comme « Arrêt de chantier » toute interruption de chantier :

- du fait du CEA,
- strictement supérieure à une demi-journée,
- et ayant fait l'objet d'une notification par le CEA.

Sont exclues du champ d'application du présent article toutes les interruptions de chantier du fait du Titulaire, y compris celles ayant fait l'objet d'une notification par le CEA ainsi que les jours de fermeture du CEA/DIF fixés au début de chaque année, notamment les jours fériés, les deux semaines de fermeture programmées aux mois d'août et de décembre (généralement prévues en semaine 33 et 52) et la fête locale.

Tout Arrêt de chantier notifié au Titulaire avec un délai de préavis supérieur ou égal à 7 jours calendaires est un arrêt de chantier programmé.

Tout Arrêt de chantier notifié au Titulaire avec un délai de préavis strictement inférieur à 7 jours calendaires est un arrêt de chantier inopiné.

Qu'ils soient programmés ou inopinés, et en l'absence de précision lors de la notification par le CEA, les Arrêts de chantier sont considérés comme étant des Arrêts de chantier avec immobilisation du matériel. A contrario, le repli du matériel est expressément spécifié dans la notification de l'Arrêt de chantier.

14.2 Indemnisation des frais de main d'œuvre

Quelle qu'en soit sa durée, un Arrêt de chantier programmé ne donne pas lieu à indemnisation des frais de main d'œuvre du Titulaire.

En cas d'Arrêt de chantier inopiné, l'indemnisation des frais de main-d'œuvre sera due au Titulaire :

- pendant 5 jours ouvrés à compter de la date d'arrêt effective du chantier,
- et dans la limite de 7 jours calendaires à compter de la notification de l'Arrêt de chantier par le CEA, dans le cas où cette notification intervient avant l'arrêt effectif du chantier.

Cette indemnisation est calculée sur la base des taux journaliers définis à l'annexe 1 du présent marché.

14.3 Arrêts de chantier avec immobilisation du matériel

Tout Arrêt de chantier avec immobilisation du matériel donne lieu à indemnisation du Titulaire pour l'immobilisation de son matériel (sur la base des taux journaliers d'immobilisation définis à l'annexe 1 du présent marché).

14.4 Arrêts de chantier avec repli du matériel

Tout Arrêt de chantier avec repli du matériel donne lieu à application de frais de démobilisation/remobilisation du matériel du Titulaire sur la base des prix définis à l'annexe 1 du présent marché.

Lorsque la notification du repli de chantier intervient en cours d'Arrêt de chantier avec immobilisation du matériel, l'indemnisation du Titulaire liée au matériel immobilisé est interrompue à compter du lendemain de la date de notification.

14.5 Reprise des Travaux

Quel que soit le type d'Arrêt de chantier, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution des Travaux interrompus :

- pour un arrêt avec immobilisation inférieur ou égal à 5 jours ouvrés : au plus tard, 1 jour ouvré après notification du CEA de la reprise des Travaux,
- pour un arrêt avec immobilisation strictement supérieur à 5 jours ouvrés : au plus tard 7 jours calendaires après notification du CEA de la reprise des Travaux,
- pour un arrêt avec repli de chantier : au plus tard 2 semaines calendaires après notification du CEA de la reprise des Travaux.

En cas de reprise de travaux suite à un arrêt avec repli du matériel, la remobilisation du matériel donne lieu à application de frais de remobilisation sur la base des prix définis à l'annexe 1 du présent marché.

La reprise des travaux est constatée conjointement par un procès-verbal indiquant la durée effective de l'arrêt.

ARTICLE 15 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

15.1 Conditions de facturation

15.1.1. *Formalisme de la facturation*

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : DIF-D,
- le n° complet du présent marché soit 4600XXXXXX / P6XXX (= numéro d'engagement),
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. annexe 1).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

15.1.2. *Présentation des actualisations de prix*

L'actualisation des prix du marché fait l'objet d'une facturation séparée et doit notamment comporter :

- le montant, objet de l'actualisation, aux conditions économiques initiales (mois de remise de l'offre)
- le montant lié à l'actualisation et le coefficient d'actualisation appliqué.

15.1.3. *Règlement des factures*

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve :

- de conformité de la facture aux termes du présent marché. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur,
- de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

A défaut, toute facture émise sans le justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclée ».

15.2 Conditions de paiement

Le montant du présent marché sera facturé par le Titulaire conformément à l'échéancier suivant :

Au titre de la part ferme et de la part optionnelle en cas de levée :

- 80 % du montant HT sur situation mensuelle d'avancement, à la réception prononcée sans réserve par le CEA d'un état d'avancement des études et/ou Travaux réalisés sur le mois concerné et des livrables associés,
- 10 % du montant HT à la réception finale des Travaux, prononcée sans réserve par le CEA, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
- 10 % du montant HT à la remise du DOE définitif prononcé sans réserve par le CEA, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.

Au titre de la part estimative :

En cas de Fiches de modification de travaux :

100% du montant HT de chaque FM, à la réception prononcée sans réserve par le CEA des Travaux correspondants, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.

En cas d'arrêts de chantier :

100% du montant HT de chaque arrêt de chantier, après acceptation prononcée sans réserve par le CEA., sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.

ARTICLE 16 - CONFIDENTIALITE

Les dispositions relatives à la confidentialité sont décrites au chapitre 4 « Confidentialité et données à caractère personnel » des CGA.

ARTICLE 17 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

Les dispositions relatives à la Responsabilité et aux Assurances sont décrites dans le chapitre 12 « Responsabilité et assurances » des CGA.

ARTICLE 18 - ASSURANCE DE LA QUALITE

Le Titulaire établira un Plan d'Assurance Qualité Particulier (PAQP) relatif aux Travaux.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité des Travaux par rapport au Cahier des Charges.

S'il apparaît que certaines dispositions du PAQP sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du présent marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le présent marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autre formalité juridique ou judiciaire, ni indemnités.

ARTICLE 19 - TRAVAIL DISSIMULE

Les dispositions relatives au travail dissimulé sont décrites au chapitre 8 « Exécution des prestations » - article 21.1 « Travail dissimulé – Pénalités » des CGA.

ARTICLE 20 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION

20.1 Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification par le CEA. Le présent marché sera réputé terminé au parfait achèvement des Travaux.

20.2 T0 correspondant à la date de la réunion **de lancement** du marché, **la durée du marché est de 8 mois maximum**. Les principaux jalons sont précisés ci-dessous (*les jalons intermédiaires seront précisés à la notification du marché*).

Libellé des jalons techniques	Date (au plus tard)
Catalogue méthodique	T0
Etudes d'exécution acceptées par le CEA	T0 + 1,5 mois
Réunion de lancement des travaux	T0 + 2 mois
Fin des travaux	T0 + 6 mois
Essais de mise en service	T0 + 6 mois
Opérations Préalables à la Réception	T0 + 6,5 mois
Réception des travaux	T0 + 7 mois
Remise du DOE définitif	T0 + 8 mois
Levées des réserves	T0 + 8 mois

ARTICLE 21 - PENALITES

Les dispositions relatives aux pénalités applicables et à leur plafonnement sont prévues dans les CGA.

21.1 Retard d'exécution

Dans l'éventualité où le Titulaire ne réalise pas les Travaux, ou une des composantes des Travaux, dans les délais fixés à l'article 20 ci-dessus, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 24 des CGA, les pénalités suivantes pourront être appliquées :

Fait générateur	Occurrence	Montant (€ HT)
Pénalités liées aux retards de remise de documents (cf. article 20.2)		
Catalogue méthodique (cf. § 9.2 du CCTG)	Par jour calendaire de retard	50 €
Etudes d'exécution (cf. § 9.2 du CCTG)		50 €
Documents liés aux OPR et Réception (cf. § 8.5 du CCTG)		80 €
Devis liés aux Fiches de Modification		100 €
DOE définitif (cf. § 9.5 du CCTG)		300 €
Demande d'acceptation de sous-traitance	Par occurrence	300 €
Pénalités liées à la réalisation des Travaux (cf. article 20.2)		
Retard d'exécution	Par jour calendaire de retard	1 500 €
Non-conformité impactant la sécurité ou le fonctionnement de l'installation	Par occurrence	1 500 €
Indicateurs de performance environnementale		
Absence d'affichage clair des bennes de déchets sur le chantier	Par constat	300 €
Erreur d'affichage des bennes de déchets sur le chantier	Par constat	300 €
Absence de transmission du bordereau de suivi de déchets dans le mois suivant l'évacuation des déchets	Par semaine calendaire de retard constatée	200 €
Non-respect des mesures environnementales proposées (à préciser à la notification du marché)	Par occurrence	200 €
Pénalités liées aux réunions		
Retard à une réunion de chantier ou de suivi de marché	Par quart d'heure de retard	50 €
Absence non justifiée à une réunion de chantier ou de suivi de marché	Par occurrence	300 €
Absence non justifiée à une convocation de rendez-vous de chantier	Par occurrence	300 €

21.2 Non-respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité

Dans l'éventualité où le Titulaire ne respecte pas l'une des règles d'hygiène et de sécurité appliquées par le CEA pour la réalisation de Travaux sur son centre et précisées notamment à l'article 2 du présent marché, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités.

Par dérogation à l'article 17.3 des CGA, le montant forfaitaire de la pénalité sera de 500 euros HT par fait générateur constaté par les autorités du CEA responsables du respect des règles susvisées.

Sont d'ores et déjà considérés comme des faits générateurs :

- non-respect des dispositions de l'article 4.7 du présent marché,
- absence du Titulaire ou de l'un de ses sous-traitants à l'élaboration du plan de prévention,
- non-respect des règles de ce plan,
- absence de port d'un équipement de protection individuelle.

21.3 Mesure pour mauvaise exécution

Si les Travaux ne correspondent pas aux attentes du CEA, le Titulaire les reprendra à ses frais. Le CEA fixera un nouveau délai de réalisation ou à défaut pourra demander à l'un de ses fournisseurs la réalisation des Travaux, aux frais et risques du Titulaire.

21.4 Application des pénalités

Les pénalités ci-avant seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autre formalité juridique et judiciaire. Les pénalités feront l'objet d'une facture émise par le CEA et envoyée au Titulaire.

21.5 Caractère des pénalités

L'application des pénalités n'interdit pas au CEA de prétendre à être indemnisé par le Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice.

ARTICLE 22 - RESILIATION

Les dispositions relatives à la résiliation sont décrites au chapitre 13 « Résiliation » des CGA.

Fait à Bruyères-le-Châtel, en double exemplaire.

Pour le Titulaire,
Le

Pour le CEA,
Le

ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES



ANNEXE 2 - CONDITIONS D'ACCES A LA ZONE ENTREPRISE

A compléter à la notification du marché

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le CEA permet au Titulaire d'accéder à la Zone Entreprise du centre CEA/DAM – Île de France (CEA/DIF) au sein de laquelle il dispose, à titre gratuit, précaire et révocable, d'un espace pour y établir, à ses seuls frais, des équipements à usage de *[bureau, stockage, vestiaire, etc.]*.

CECI ETANT RAPPELE, IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Equipements Communs : désigne les locaux et équipements mis à disposition des sociétés utilisatrices de la Zone Entreprises par le CEA, listés à l'article 4.3.9.

Lieux : désigne conjointement

- les **Equipement(s) CEA** désigne les X bungalow(s) / conteneur(s) appartenant au CEA et
- le/les **Emplacement(s)** : désigne le / les emplacement(s) mis à disposition du Titulaire et listés à l'article 4.

Zone Entreprises (ZE) : désigne la zone située au Sud-Est du CEA/DIF destinée à accueillir des équipements mobiles de sociétés titulaires de marchés CEA et réalisant à ce titre des prestations sur le Centre. Un plan de la Zone Entreprises est présenté à l'article 8 de la présente annexe.

ARTICLE 2 - OBJET

La présente annexe a pour objet de déterminer les conditions selon lesquelles le CEA autorise le Titulaire à utiliser les Lieux, dans la ZE du CEA/DIF, exclusivement pour la réalisation des Travaux objet du marché, à titre de prêt à usage conformément aux dispositions des articles 1875 à 1878 et 1880 à 1891 du Code civil, à l'exclusion de toute autre activité, même temporaire, et notamment toute opération commerciale par le Titulaire

ARTICLE 3 - DUREE - RESILIATION

3.1 Durée

La mise à disposition des Lieux prend effet *[au choix]* :

- à compter de la date de prise d'effet du marché, pour la durée de ce dernier.
- à compter de la date de prise d'effet du marché, et jusqu'au **XX/XX/XXXX** *(au plus tard le terme du Marché)*.
- à compter du **XX/XX/XXXX** et jusqu'au **XX/XX/XXXX** *(au plus tard le terme du Marché)*.

3.2 Résiliation

3.2.1 La mise à disposition est résiliée de plein droit et sans formalité préalable au terme du marché, quelle qu'en soit la cause.

3.2.2 La mise à disposition peut être résiliée à tout moment à la demande de l'une des Parties, moyennant le respect d'un préavis de trois (3) mois, notifié par lettre recommandée avec avis de réception.

3.2.3 La mise à disposition peut être résiliée de plein droit par le CEA en cas d'inexécution totale ou partielle par le Titulaire de l'une quelconque des obligations mises à sa charge par le présent document.

Cette résiliation deviendra effective sans aucune formalité judiciaire quinze (15) jours calendaires après l'envoi par le CEA d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception exposant les motifs de la plainte et contenant déclaration de son intention d'user du bénéfice de la présente clause, à moins que, dans ce délai, le Titulaire n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure, telle que définie par la loi et la jurisprudence.

ARTICLE 4 - MISE A DISPOSITION

4.1 Lieux mis à disposition

Le / Les Emplacement(s) mis à disposition du Titulaire est / sont les suivants :

[Tableau à adapter si besoin]

Désignation	Superficie	Raccordements

[Le cas échéant et à compléter] Les Equipements CEA mis à disposition du Titulaire ont les caractéristiques suivantes :

Le CEA se réserve la possibilité de remplacer à tout moment l'Emplacement / les Emplacements / les Equipements CEA indiqué(s) ci-dessus, par des équivalents en surface et qualité. Les Parties se rapprocheront alors pour convenir des modalités particulières du remplacement.

4.2 Conditions de la mise à disposition

4.2.1 Etat des lieux

Le Titulaire prend les Lieux dans l'état où ils se trouvent le jour de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exiger du CEA aucune réparation ou remise en l'état.

Un état des lieux est établi contradictoirement à l'entrée et à la sortie. Le Titulaire doit répondre des dégradations de son fait qui sont constatées en dehors de celle due à une utilisation normale.

Au terme de la mise à disposition pour quelque raison que ce soit, les Lieux sont remis dans leur état primitif par le Titulaire, à ses frais. La remise en état par le Titulaire ne donne lieu à aucun versement d'indemnité de la part du CEA.

4.2.2 Exécution du marché

Les Parties conviennent expressément que la mise à disposition est subordonnée à l'existence du marché.

La mise à disposition des Lieux et des Equipements Communs ne constituant pas une condition déterminante de l'exécution du marché, le Titulaire reconnaît expressément que l'existence ou la bonne exécution du marché n'est ni conditionnée ni subordonnée à l'existence ou la bonne exécution de la mise à disposition.

Le Titulaire ne pourra s'affranchir de la bonne exécution de ses obligations contractuelles, telles que prévues au marché, en raison du remplacement des Lieux ou des Equipements Communs, ou de la fin anticipée de leur mise à disposition par le CEA.

4.2.3 Respect des prescriptions administratives et conventionnelles

Le Titulaire, son personnel et ses visiteurs doivent se conformer aux lois, règlements et prescriptions en vigueur en ce qui concerne notamment la police, l'environnement, la salubrité, la sécurité, la réglementation du travail et plus généralement à toutes les prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le CEA ne puisse être ni recherché ni inquiété de ces chefs. Ils sont soumis à toutes les obligations qui résultent des règlements intérieurs, directives ou instructions applicables au site et à celles qui résultent des dispositions édictées pour chaque installation. Ils sont également soumis, dès son édicition, à toute nouvelle disposition ou modification des dispositions de ces normes.

Le Titulaire et le CEA conviennent, en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité de leurs personnels respectif, d'appliquer entre eux, si elles ne s'appliquaient pas de plein droit, les dispositions des articles R 4511-1 et suivants du code du travail, du décret 92-158 du 20 février 1992.

Le Titulaire, son personnel et ses visiteurs ne peuvent jouir des Lieux ou Equipements Communs mis à disposition que dans la stricte limite de prescriptions internes édictées par le CEA concernant le site et/ou spécifiquement à la ZE. A ce titre, Le Titulaire s'engage expressément à respecter les Règles Générales d'Implantation de structure en ZE (SYM SS00U RQE DS- 1800 0971). Toute violation constatée par le CEA de ces règles pourra entraîner la résiliation anticipée de la mise à disposition.

4.3 Conditions d'utilisation

4.3.1 Usage

[si les équipements mobiles appartiennent au Titulaire]

L'Emplacement / Les Emplacements sont mis à disposition du Titulaire aux fins d'installation des équipements mobiles lui appartenant suivants :

- X bungalow(s) / shelters à usage de [bureau, stockage, vestiaire, etc.];
- X conteneur(s) maritime(s) à usage de [bureau, stockage, vestiaire, etc.].

Les équipements mobiles du Titulaire et leur implantation en ZE doivent respecter strictement les prescriptions et modalités prévues par les Règles générales d'implantation de structure en ZE.

Les raccordements des équipements mobiles aux servitudes est à la charge du Titulaire, dans les conditions précisées dans les Règles Générales d'implantation en ZE.

[si les équipements mobiles appartiennent au CEA – en cohérence avec article 4.1]

Le(s) Equipement(s) CEA sont mis à disposition du Titulaire pour les usages suivants :

- X Bungalow(s) / Shelters appartenant au CEA à usage de [bureau, stockage, vestiaire, etc.];
- X conteneur(s) maritime(s) appartenant au CEA à usage de [bureau, stockage, vestiaire, etc.].

Les raccordements aux servitudes des équipements mobiles appartenant au CEA sont pris en charge par le CEA.

4.3.2 Entretien des Lieux

Le Titulaire entretient les Lieux ainsi que ses équipements mobiles qui y sont installés le cas échéant en bon état de réparation et de propreté pendant toute la durée de la mise à disposition. Toutes réparations, grosses ou menues, remplacements ou réfections qui seraient nécessaires au cours de la Convention sont à la charge exclusive du Titulaire.

Le Titulaire doit prévenir immédiatement le CEA des dégradations et détériorations qui sont faites dans les Lieux ainsi qu'à leurs servitude(s), en ce compris les voiries d'accès, les réseaux, les espaces verts avoisinants et qui nécessiterait l'intervention du CEA. Le Titulaire est responsable des négligences de sa part à ce sujet.

4.3.3 Travaux

Le Titulaire ne peut entreprendre de travaux dans les Lieux sans l'accord préalable et écrit du CEA.

Le Titulaire accepte qu'il soit fait dans la ZE, dans les Lieux ou les Equipements Communs tous travaux et notamment travaux d'entretien, réparation, amélioration, reconstruction, surélévation, agrandissement, que le CEA jugerait nécessaire, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, quelle que soit leur importance et leur durée.

Tous embellissements, améliorations et installations faits par le Titulaire sur les Lieux resteront la propriété du CEA à son terme. Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité pour ce chef. Le CEA pourra néanmoins exiger le rétablissement des Lieux dans leur état primitif, aux frais de le Titulaire, qu'il ait ou non autorisé lesdits travaux.

4.3.4 Accès

Le Titulaire ne peut prétendre accéder aux Lieux ou Equipements Communs en dehors des horaires d'ouverture du site CEA sauf autorisation préalable et écrite, et nécessairement exceptionnelle, du Directeur du CEA/DIF.

4.3.5 Visites

Le Directeur du CEA/DIF, responsable de la sécurité sur le site, son mandataire ou son représentant a, à tout moment, le droit de visite pour le contrôle de l'état des lieux ou du respect des conditions de sécurité à l'intérieur des locaux.

4.3.6 Hygiène et sécurité

Le Titulaire s'engage à ne pas faire obstacle aux compétences des instances représentatives du personnel compétentes du CEA/DIF.

Le personnel et les visiteurs du Titulaire doivent se conformer aux règlements relatifs à la sécurité, à la police et à l'hygiène sur le CEA/DIF.

Le Titulaire participe aux exercices de sécurité prévus par le CEA sur la ZE. Il s'associera sur demande à l'analyse de ces exercices et mettra en œuvre les mesures préconisées.

Le temps passé ne pourra donner lieu à des coûts supplémentaires pour le CEA.

4.3.7 Sinistre

En cas de sinistre de toute nature, le Titulaire est tenue d'informer immédiatement le Chef d'installation concerné.

Par ailleurs, le Titulaire doit faire appel à la Formation locale de sécurité (FLS) en cas de sinistre de toute nature et notamment, d'accidents de la circulation, d'incendie, d'explosion ou d'inondations ayant lieu sur le site du CEA/DIF ainsi que pour des interventions de secourisme. Le Titulaire est également tenu d'informer le Service de Santé au Travail du CEA/DIF.

4.3.8 Introduction d'équipements

Toute introduction d'équipements, par le Titulaire, sur le site du CEA/DIF doit être conforme au plan de prévention mis en place dans le cadre du marché.

Tout équipement installé par le Titulaire dans les Lieux doit être conforme à la réglementation en vigueur en matière de sécurité du travail. Une liste des équipements sera mise en place et tenue à jour par le Titulaire et consultable par le chef d'installation du CEA.

Le Titulaire s'engage à faire réaliser, à ses frais, les contrôles périodiques réglementaires sur les équipements. Les certificats de conformité et les rapports de visite initiale et périodique réglementaire concernant lesdits équipements doivent être consultables par le Chef d'installation de la ZE. A défaut, le CEA pourra se substituer de plein droit au Titulaire pour faire effectuer ces contrôles, aux frais du Titulaire.

En cas d'anomalies relevées lors des contrôles périodiques, le Titulaire s'engage soit à remédier sans délai aux défauts constatés, soit à évacuer les appareils défectueux du CEA/DIF.

4.3.9 Equipements Communs

Le CEA met à disposition de tous les utilisateurs de la ZE des Equipements Communs :

- un local de restauration équipé,
- des sanitaires,
- des vestiaires,
- des douches.

Les Equipements Communs sont et restent la propriété insaisissable du CEA. Ils ne peuvent être ni prêtés, ni loués, ni vendus, ni donnés en nantissement par le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à utiliser les Equipements Communs en professionnel précautionneux en respectant, notamment, les règlements, prescriptions, circulaires ou instructions donnés par le CEA et la documentation sur l'emploi et l'entretien courant desdits équipements.

Le Titulaire s'engage à remettre, après chaque utilisation, les Equipements Communs en l'état tel que défini par le CEA. Il s'interdit d'effectuer ou de faire effectuer des modifications sur les Equipements Communs sans l'accord préalable et exprès du CEA.

Le Titulaire est responsable de tout dommage subi par les Equipements Communs ou causés aux tiers par les Equipements Communs de par son fait.

Le CEA se réserve la possibilité de remplacer à tout moment les Equipements Communs par des équivalents en surface et qualité.

4.4 Jouissance

Le Titulaire ne peut demander aucune immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés du chef des Lieux ou Equipements Communs mis à disposition.

Le Titulaire jouit raisonnablement des Lieux ou Equipements Communs, suivant la destination qui leur est donnée et dans le respect des règlements.

Le Titulaire doit se garder d'occasionner, dans les Lieux et aux Equipements Communs, aucun trouble qui soit de nature à porter préjudice au CEA ou à tout tiers.

Le Titulaire ne peut exercer aucun recours en garantie contre le CEA au cas où il serait troublé dans sa jouissance ou dans son activité par le fait de tiers pour n'importe quelle cause.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES

Le CEA met à la disposition du Titulaire les Lieux et Equipements Communs susmentionnés à titre gracieux.

Toute consommation anormale d'électricité sera supportée par le Titulaire.

En contrepartie de la gratuité de la mise à disposition, il est prévu entre les Parties que :

- le Titulaire acquitte exactement tous les impôts, contributions et taxes lui incombant et/ou dont le CEA pourrait être responsable à titre quelconque. Le Titulaire devra en justifier à toute réquisition ;
- le Titulaire fait son affaire de tout achat de matériel de bureau, télécommunications et informatiques nécessaire à son fonctionnement, et notamment à assurer, à ses frais, la totalité des biens qu'il a installés dans les Lieux.

ARTICLE 6 - RESPONSABILITES - ASSURANCES

6.1 Responsabilité civile du Titulaire

6.1.1 Responsabilité civile – Convention de Paris

Dans les conditions et limites prévues par les dispositions du code de l'environnement applicables à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, ou de tout texte ultérieur qui les modifierait ou leur serait substitué, fixant les mesures d'application en France de la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, le CEA, en qualité d'exploitant d'une installation nucléaire, est responsable de tout dommage aux personnes et aux biens causé par un accident nucléaire trouvant son origine dans cette installation ou survenant au cours d'un transport de substances nucléaires sous sa responsabilité.

Toutefois, cette responsabilité ne s'étend pas aux dommages subis par les biens de le Titulaire qui se trouvent sur le site des installations nucléaires du CEA et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec l'une quelconque des installations relevant du régime de la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

En outre, le CEA dispose d'un recours à l'encontre de le Titulaire pour les accidents nucléaires survenus lors de l'exécution de la présente convention, si la cause de l'accident réside dans une faute intentionnelle commise par le Titulaire, notamment par violation des règles de sécurité - sûreté nucléaire - radioprotection. Le recours est limité, par événement, à 20% du montant hors taxes du marché, sans pouvoir dépasser la somme de 250 000 €.

6.1.2 Responsabilité civile non nucléaire

Le Titulaire est responsable, dans les conditions du droit commun et du marché, des dommages de toute nature dont lui-même, ses préposés, le CEA, les salariés du CEA, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution de la Convention.

Le Titulaire renonce à tout recours contre le CEA et ses éventuels assureurs du fait des dommages de toute nature et notamment des dommages immatériels, préjudices financiers ou pertes d'exploitation qu'il pourrait subir. Il s'engage à demander l'insertion, dans ses polices d'assurances, d'une clause de non recours contre le CEA et ses assureurs.

Le Titulaire doit imposer les mêmes obligations aux éventuels contractants qui viendraient travailler dans les Lieux.

6.2 Assurances du CEA

Le Titulaire est informé de la souscription, par le CEA, d'une police d'assurance garantissant, aux clauses et conditions de ladite police, les biens immobiliers et mobiliers du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais de décontamination.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tout recours contre lui du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte que le CEA dispose d'un recours à l'encontre de Titulaire, si il est responsable conformément au droit commun, en cas de sinistre qui ne serait pas pris en charge par les assureurs ainsi que pour les montants pouvant dépasser ceux pris en charge par la police d'assurance du CEA et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève à la date de signature du marché à 500 000 € pour les dommages de nature conventionnelle et à 5 000 000 € pour les dommages de nature nucléaire.

Les conditions générales ainsi que les conditions particulières et spéciales de la police d'assurance de dommages souscrite par le CEA sont susceptibles d'être modifiées, sans préavis et sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de ce chef de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

6.3 Assurances du Titulaire

Le Titulaire doit souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurances nécessaires afin de couvrir pour un montant suffisant, compte tenu des possibilités du marché de l'assurance, les risques et responsabilités lui incombant, tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels.

Le Titulaire doit produire les attestations de :

- responsabilité civile générale et professionnelle couvrant les conséquences pécuniaires de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non survenant pendant l'occupation des locaux,
- dommage couvrant les biens et aménagements éventuels dont il est propriétaire, locataire, détentrice ou usager à quelque titre que ce soit notamment contre les risques d'incendie, explosion et dégât des eaux, ainsi que la responsabilité du fait de l'occupation des locaux, le recours des voisins et des tiers.

Les attestations doivent émaner de ses compagnies d'assurance, être datées de moins de six mois, indiquant les garanties accordées, leurs montants et franchises, les activités, et justifiant qu'il est à jour du paiement de ses primes.

ARTICLE 7 - DISPOSITIONS FINALES

7.1 Cession – Sous-location

Le Titulaire ne pourra en aucun cas céder ou transférer ses droits et obligations prévus par la présente annexe à un tiers quelconque, ne fut-ce pour une brève durée et sous quelque forme que ce soit.

En particulier, il est interdit au Titulaire de concéder la jouissance des locaux, matériels ou équipements mis à sa disposition au titre de la présente annexe et de ses suites, même temporairement, à titre précaire ou gratuit et notamment par sous-location, domiciliation, prêt ou location.

7.2 Confidentialité

Les dispositions du chapitre 4 des CGA sont applicables.

7.3 Renonciation

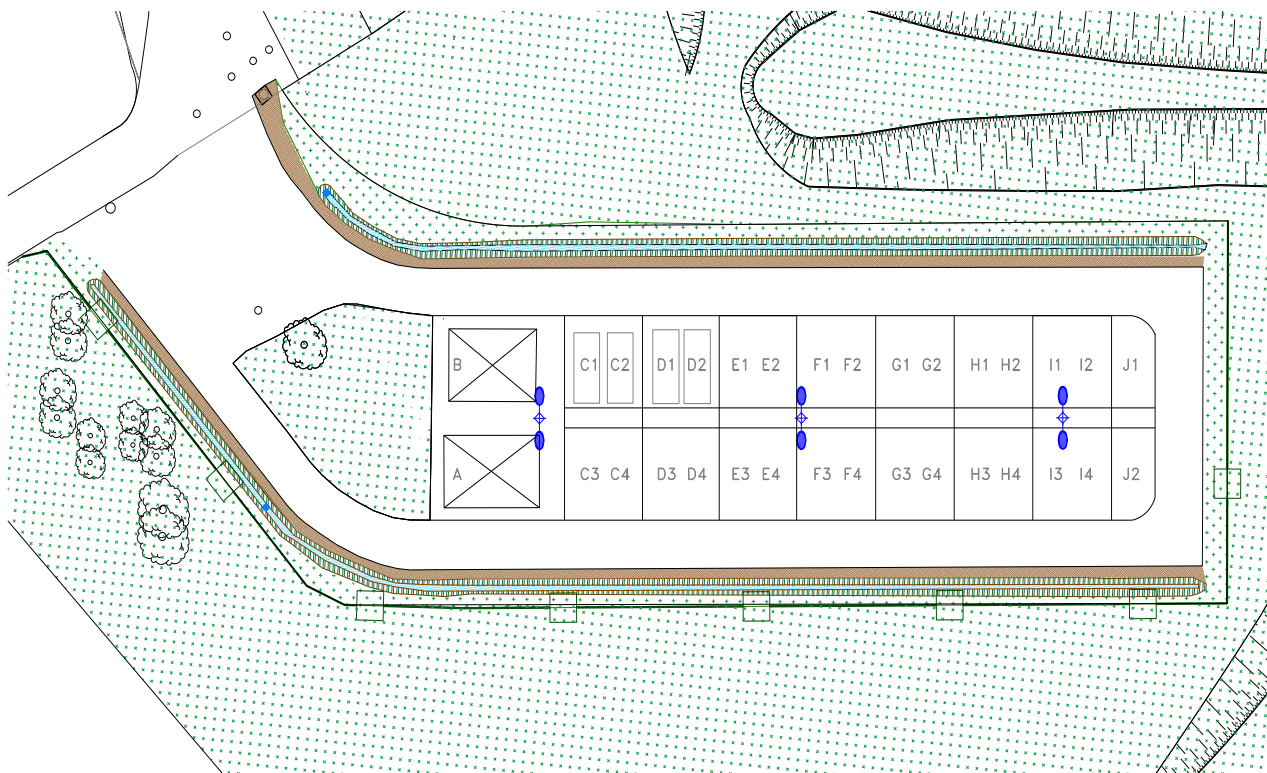
La renonciation par l'une des Parties à l'exécution de l'une quelconque des dispositions de la présente annexe n'emporte et n'implique en aucune façon renonciation à l'exécution des autres obligations.

En aucun cas le fait que l'une des Parties s'abstienne de réclamer l'exécution d'une obligation à laquelle ladite Partie peut prétendre ne pourra être interprété comme une renonciation de sa part à l'exécution de ladite obligation, et ce indépendamment de la durée de son abstention.

7.4 Invalidité d'une clause

Si une ou plusieurs stipulations de la présente annexe étaient tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les Parties procéderont alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature du marché.

ARTICLE 8 - PLAN DE LA ZE



A : local Restauration

B : locaux Vestiaires/Sanitaires/Douches

C1 à J2 : Emplacements mis à disposition aux fins d'installation d'équipements mobiles

ANNEXE 3- MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION

Le CEA

Le Titulaire

Marché/Accord-cadre/Commande n°

Lot/phase/période :

Rejet (réception refusée) :
MOTIFS :

le / /

Ajournement (délais accordés pour intervenir) :
MOTIFS :

le / /

Réception validée :

le / /

En conséquence, la vérification est déclarée positive, la réception est notifiée le :

Pour le CEA
<u>Visa(s)</u>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<u>Signature et cachet du CEA</u>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :

Pour le Titulaire
<u>Visa(s)</u>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<u>Signature et cachet du Titulaire</u>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :

ANNEXE 4 - FICHE DE MODIFICATION DE TRAVAUX

N° de Fiche : Indice :

Fiche créée le :

Demandeur de la modification :

N° Marché : Fournisseur :

Objet du marché :

NATURE DE LA MODIFICATION DEMANDEE :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

COUT DE LA MODIFICATION ¹ :

.....

.....

.....

.....

TOTAL :

INFLUENCE SUR LE PLANNING :

.....

.....

.....

.....

TOTAL :

APPROBATION DE LA FICHE DE MODIFICATION (Cette fiche n'est validée que si elle est signée des trois parties)

CEAMAITRE D'OEUVREFOURNISSEUR

NOM :

DATE :

SIGNATURE :

¹ Joindre la décomposition détaillée des coûts selon les éléments de prix figurant dans l'offre initiale du fournisseur et tous les justificatifs.